

Unité départementale de la Vendée  
53 rue de Verdun (adresse provisoire)  
85000 La Roche sur Yon  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr  
N/Réf : D 22.0412

La Roche sur Yon, le 28 septembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **TRAINEAU ENTREPRISE**

ZI Les Blussières  
16 rue Louis Lumière  
85190 AIZENAY

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2022 dans l'établissement TRAINEAU ENTREPRISE implanté La Gombretière 85190 AIZENAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRAINEAU ENTREPRISE
- La Gombretière 85190 AIZENAY
- Code AIOT : 0006300752
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Carrière à ciel ouvert

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale sur la gestion des déchets de l'extraction (DDIE)
- Contrôle de la mise en oeuvre de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2022 (tirs de mines)
- Suites données aux constats de l'inspection du 24 mars 2021

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1  | Existence d'une installation de gestion                       | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 1 et annexes | /  | Sans objet        |
| 2  | Gestion et suivi des zones de stockage - Gestion et entretien | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5         | /  | Sans objet        |
| 3  | Gestion et suivi des zones de stockage - Suivi des quantités  | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5         | /  | Sans objet        |
| 4  | Gestion et suivi des zones de stockage - Localisation         | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5         | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 7  | Plan de gestion des déchets - nature et quantités des déchets           | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis | /  | Sans objet        |
| 8  | Plan de gestion des déchets - lieu d'implantation                       | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis | /  | Sans objet        |
| 9  | Plan de gestion des déchets - traitement des déchets                    | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis | /  | Sans objet        |
| 10 | Plan de gestion des déchets - Impacts et mesures préventives            | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis | /  | Sans objet        |
| 11 | Plan de gestion des déchets - procédures de contrôle et de surveillance | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis | /  | Sans objet        |
| 12 | Plan de gestion des déchets - remise en état zone de stockage           | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis | /  | Sans objet        |
| 13 | Mesures spécifiques aux tirs de mines                                   | Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article Article 3      | /  | Sans objet        |
| 15 | Affichage des références de l'autorisation-FSNC 1-Suivi insp 24_03_23   | Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article Article 3.1.1  | /  | Sans objet        |
| 16 | Sécurité du public - FSNC 2 - Suivi insp 24_03_21                       | Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article Article 3.3    | /  | Sans objet        |
| 17 | Contrôle des rejets - FSNC n° 3 - Suites insp 24_03_22                  | Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article Article 4.4.2  | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                                  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 5  | Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A - contrôle | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5   | /  | Sans objet        |
| 6  | Existence d'un plan de gestion des déchets de moins de 5 ans                 | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis | /  | Sans objet        |
| 14 | Analyse des niveaux sonores - NC1 suites insp 24_03_21                       | Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article Article 4.7    | /  | Sans objet        |
| 18 | Protection visuelle des stockages - FSNC n° 4-Suivi insp 24_03_2022          | AP Complémentaire du 12/03/2020, article Article 1.5     | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée en trois parties :

- Action nationale 2022 Déchets de l'industrie extractive (DDIE)
- Contrôle de la mise en oeuvre de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2022
- Suites données aux constats de l'inspection du 24 mars 2021

L'inspection a donné lieu à plusieurs faits susceptibles de suites en ce qui concerne l'action nationale.

Les rapports de tir examinés n'ont pas permis de vérifier complètement la conformité avec l'AP du 3 mars 2022.

Trois faits susceptibles de non-conformité issus de la visite du 24 mars 2021 ont été maintenus.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Existence d'une installation de gestion

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 1 et annexes   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence installation de gestion de déchets   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'arrêté ministériel du 22/09/1994 « fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. »<br>« On entend par zone de stockage :<br>- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.<br>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de |

|  |
|--|
| stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.<br>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).<br>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I » de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 encadrant les carrières. |
| <b>Constats :</b> Zones de stockage identifiées :<br><br>- Merlons (terre végétale et découverte)<br>- Dépôts de surface (terre végétale et découverte)<br><br>L'exploitant doit compléter le plan de gestion par l'ajout du terril de sable 0/40 stocké plus de trois ans.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 2 : Gestion et suivi des zones de stockage - Gestion et entretien

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.<br><br><b>Constats :</b> L'exploitant indique que la stabilité est bonne et que le risque de pollution est faible su fait du compactage au fur et à mesure.<br>L'inspection a permis de constater visuellement la stabilité des zones de stockage de terre et de découverte/scalpage. En revanche, le contrôle de la stabilité du stockage de sables est à préciser.<br><br>L'exploitant doit proposer un protocole de suivi, en particulier de la stabilité et des risques de pollution pour le stock de sables. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage - Suivi des quantités

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.<br><br><b>Constats :</b> Les quantités totales attendues sont indiquées dans le plan de gestion pour la terre végétale et les résidus de la découverte/scalpage. Aucune information ne figure relative à un suivi régulier des quantités stockées.<br><br>L'exploitant doit compléter le plan de gestion en fournissant les données de suivi annuel des quantités, y compris pour le stock de sable 0/40.<br><br>L'exploitant doit compléter les caractéristiques des déchets par l'ajout du sable 0/40 (code déchets 01 04 09) |

|   |
|---|
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet               |

#### N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage - Localisation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Localisation des zones de stockage   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.   |
| <b>Constats :</b> L'exploitant doit vérifier si le plan topographique du site comporte la localisation des différentes zones de stockage et le compléter, en particulier avec l'ajout du sable 0/40.<br><br>Il doit compléter également la photo aérienne figurant dans le plan de gestion. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 5 : Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A -contrôle

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010. |
| <b>Constats :</b> Le site ne comporte pas d'installation de catégorie A.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 6 : Existence d'un plan de gestion des déchets de moins de 5 ans

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mise à jour du PGD  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet. |
| <b>Constats :</b> La dernière version transmise à l'inspection est en date de février 2022.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 7 : Plan de gestion des déchets - nature et quantités des déchets

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contenu du PGD   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion contient la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales |

|   |
|---|
| de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation.  |
| <b>Constats :</b> Les quantités totales attendues sont indiquées dans le plan de gestion pour la terre végétale et les résidus de la découverte/scalpage. |
| L'exploitant doit compléter le plan de gestion en fournissant les données des quantités totales pour le stock de sable 0/40.                              |
| L'exploitant doit compléter les caractéristiques des déchets par l'ajout du sable 0/40 (code déchets 01 04 09)  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 8 : Plan de gestion des déchets - lieu d'implantation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contenu du PGD  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion contient le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles.           |
| <b>Constats :</b> L'exploitant doit compléter le plan de localisation des zones de stockage qui figure dans le plan de gestion des déchets par la localisation du stock de sables. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 9 : Plan de gestion des déchets - traitement des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contenu du PGD  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :<br>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;<br>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets  |
| <b>Constats :</b> La description de l'exploitation générant ces déchets figure dans le plan de gestion.  |
| Modalités de valorisation ou d'élimination :<br><br>- Terre végétale produite par décapage à la pelle mécanique et entièrement stockée (merlons et dépôt de surface) pour la phase de remise en état.<br><br>- Déchets issus de la découverte produits par extraction à la pelle mécanique, stockés pour partie en dépôt de surface et susceptibles, après scalpage, d'être utilisés pour création de digues et d'alvéoles dans des CET. |
| L'exploitant doit compléter ces informations en ajoutant le cas du stock de sable 0/40.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 10 : Plan de gestion des déchets - Impacts et mesures préventives

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contenu du PGD  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion contient la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives prises.   |
| <b>Constats :</b> Les impacts des stockages sur l'environnement et la santé figurent dans le plan de gestion (tableau page 5).<br><br>Toutefois, ce tableau est incomplet.<br><br>L'exploitant doit le compléter en précisant :<br><br>- les impacts et mesures mises en place pour le stock de sable 0/40 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 11 : Plan de gestion des déchets - procédures de contrôle et de surveillance

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contenu du PGD  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion contient les procédures de contrôle et de surveillance proposées.  |
| <b>Constats :</b> Les impacts des stockages sur l'environnement et la santé figurent dans le plan de gestion (tableau page 5).<br><br>Toutefois, ce tableau est incomplet.<br><br>L'exploitant doit le compléter en précisant :<br><br>- les procédures de surveillance mis en œuvre pour prévenir les impacts sur l'eau<br><br>- les procédures de surveillance pour le stock de sable 0/40 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 12 : Plan de gestion des déchets - remise en état zone de stockage

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contenu du PGD   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion des déchets contient le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant doit annexer le plan de remise en état des zones de stockage au plan de gestion.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 13 : Mesures spécifiques aux tirs de mines

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article Article 3 |
|--|



**Thème(s) :** Risques accidentels, Tirs de mines en carrières

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

En application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2022, l'exploitant doit mettre en œuvre les dispositions suivantes lors des tirs de mines :

- L'épaisseur de roche face à chaque forage est d'au minimum 4 mètres. Cette épaisseur est contrôlée dans toutes les directions vers les faces libres, avec au minimum un profil à 45° et 90° de l'axe du forage
- En présence de zone faillée naturellement ou par un tir précédent, une adaptation du plan de charge du tir est réalisée avec mise en œuvre d'un explosif encartouché avant réalisation des opérations d'implantation des forages
- Une purge systématique et complète du front à abattre en partie supérieure et inférieure est réalisée
- Pour les profils complémentaires sur les forages présentant plusieurs surfaces libres, réalisation de mesures de contrôles des épaisseurs de forage après foration par des moyens adaptés de type sonde TEPEX ou équivalent (DIADEME...)
- Initiation du tir à partir d'un trou ne présentant pas de surface libre en direction du Nord-Est (hameau de la Gombretière)
- Lors de ces mesures, inspection du pied du front de taille pour identifier la présence de zones faillées et adapter si nécessaire le plan de chargement en conséquence
- • Adaptation du plan de tir actuel (foration en diamètre 110 mm) sur les bases suivantes :
  - si l'épaisseur de roche est comprise entre 3.3 et 2.5 m (soit entre 30 fois le diamètre de foration utilisé sur le site - 110 mm - et 30 fois le diamètre de l'explosif encartouché en diamètre 80 mm), réduction de la charge explosive par remplacement de l'explosif vrac par de l'explosif encartouché en diamètre 80 mm,
  - si la banquette est inférieure à 2.5 m (soit inférieure à 30 fois le diamètre de l'explosif encartouché en diamètre 80 mm) ou si des zones faillées sont constatées visuellement sur le front de taille ou lors de foration, suppression complète des explosifs dans ces zones.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection l'ensemble des justificatifs permettant de justifier la mise en œuvre de ces dispositions.

**Constats :** - L'épaisseur de roche face à chaque forage est d'au minimum 4 mètres. Cette épaisseur est contrôlée dans toutes les directions vers les faces libres, avec au minimum un profil à 45° et 90° de l'axe du forage :

L'inspection constate, sur un contrôle aléatoire de trois rapports de tirs (11/04/22, 15/06/22 et 29/07/22) que l'épaisseur de banquette en pied de front est toujours supérieur ou égal à 4 m. Les informations contenues dans les rapports ne permettent toutefois pas de vérifier que cette épaisseur est contrôlée dans toutes les directions.

- En présence de zone faillée naturellement ou par un tir précédent, une adaptation du plan de charge du tir est réalisée avec mise en œuvre d'un explosif encartouché avant réalisation des opérations d'implantation des forages

L'inspection constate l'utilisation d'emulstar 8000 (explosif encartouché) lors du tir du 11/04/22. Le rapport ne précise pas si cette utilisation est liée à une zone faillée.

- Une purge systématique et complète du front à abattre en partie supérieure et inférieure est réalisée

L'exploitant indique oralement que la purge est systématiquement faite à la pelle mécanique.

L'inspection constate que cette précision ne figure pas sur les rapports de tir.

- Pour les profils complémentaires sur les forages présentant plusieurs surfaces libres, réalisation de mesures de contrôles des épaisseurs de forage après foration par des moyens adaptés de type sonde TEPEX ou équivalent (DIADEME...)

- Initiation du tir à partir d'un trou ne présentant pas de surface libre en direction du Nord-Est

|   |
|---|
| (hameau de la Gombretière)<br>- Lors de ces mesures, inspection du pied du front de taille pour identifier la présence de zones faillées et adapter si nécessaire le plan de chargement en conséquence<br>- • Adaptation du plan de tir actuel (foration en diamètre 110 mm) sur les bases suivantes :<br>◦ si l'épaisseur de roche est comprise entre 3.3 et 2.5 m (soit entre 30 fois le diamètre de foration utilisé sur le site - 110 mm - et 30 fois le diamètre de l'explosif encartouché en diamètre 80 mm), réduction de la charge explosive par remplacement de l'explosif vrac par de l'explosif encartouché en diamètre 80 mm,<br>◦ si la banquette est inférieure à 2.5 m (soit inférieure à 30 fois le diamètre de l'explosif encartouché en diamètre 80 mm) ou si des zones faillées sont constatées visuellement sur le front de taille ou lors de foration, suppression complète des explosifs dans ces zones.<br><br>L'inspection constate que la rédaction des rapports ne permet pas la vérification de ces points.<br><br>En résumé, sur l'ensemble des points examinés, l'exploitant doit apporter les éléments de précision ou de justification demandés.<br><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites<br><b>Proposition de suites :</b> Sans objet |
|---|

#### N° 14 : Analyse des niveaux sonores - NC1 suites insp 24\_03\_21

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article Article 4.7  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions acoustiques   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Une surveillance des émissions acoustiques en regard des zones habitées est réalisée une fois par an.<br><br>L'inspection constate que l'analyse produite par l'exploitant date du 21 juin 2011.<br><br>Ce point avait donc été relevé en non conformité.<br><b>Constats :</b> L'exploitant précise que, suite à un défaut d'étalonnage du sonomètre, l'affichage de la date du 21 juin 2011 était erroné. La mesure lue correspondait en fait à 2020.<br><br>L'inspection lève la NC n° 1 sous réserve que l'exploitant transmette un justificatif à l'inspection.<br><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite<br><b>Proposition de suites :</b> Sans objet |

#### N° 15 : Affichage des références de l'autorisation-FSNC 1-Suivi insp 24\_03\_23

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article Article 3.1.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Affichages réglementaires   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents :<br>- son identité<br>- la référence de l'autorisation préfectorale<br>- l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où l'arrêté préfectoral et ses documents annexes peuvent être consultés.<br><br>L'inspection a constaté que la voie d'accès à la zone destinée à accueillir les stériles de découvertes au sud-ouest ne dispose d'aucun affichage réglementaire. |

|  |
|--|
| <b>Constats :</b> L'exploitant indique ne pas avoir mis en place d'affichage réglementaire sur cette voie d'accès dans la mesure où il s'agit d'une voie privée de la carrière sans accès du public. |
| L'inspection maintient néanmoins le FSNC n° 1 dans la mesure où l'article 3.3.1 de l'AP du 11/08/2022 prévoit que l'affichage est à mettre en place cet affichage sur "chacune des voies d'accès".   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 16 : Sécurité du public - FSNC 2 - Suivi insp 24\_03\_21

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article Article 3.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux installations  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors de ces heures, cet accès est interdit.<br><br>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.<br><br>L'inspection a constaté que la clôture provisoire mise en place pour l'accès à la zone extérieure de découverte n'était pas assez efficace et que les panonceaux d'informations sur les risques s'étaient ternis et n'étaient plus assez lisibles. |
| <b>Constats :</b> L'inspection constate qu'une clôture définitive a été mise en place et qu'elle répond à l'exigence d'efficacité.<br>Toutefois, les panonceaux en mauvais état n'ont pas été changés.<br><br>L'inspection maintient le FSNC n° 2 dans l'attente du changement des panonceaux.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 17 : Contrôle des rejets - FSNC n° 3 - Suites insp 24\_03\_22

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article Article 4.4.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des rejets dans le milieu naturel  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les eaux canalisées et rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions fixées par l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 11/08/2022.<br><br>L'inspection constate que les eaux issues des bassins de décantation font l'objet d'un contrôle analytique mais pas les eaux du fossé externe. L'exploitant doit examiner la possibilité de réaliser un prélèvement supplémentaire lors de ses prochains contrôles. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant confirme oralement la possibilité de réaliser un prélèvement supplémentaire dans le fossé externe.<br><br>L'inspection prend acte de cette déclaration et indique que le FSNC n° 3 sera levé dès que l'exploitant l'aura confirmé à l'inspection par écrit avec un plan localisant le point de prélèvement.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/03/2020, article Article 1.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Protection visuelle  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> L'exploitant met en place, sous un délai d'un an, une haie arbustive le long de la RD 948 afin de réduire l'impact visuel.</p> <p>L'inspection constate que la haie arbustive n'est pas en place. L'exploitant devra préciser le planning de réalisation et mettre en place une clôture de ceinture.</p> <p><b>Constats :</b> La clôture a été mise en place.<br/> L'exploitant précise que la haie arbustive sera plantée en novembre 2022.</p> <p>L'inspection prononce la levée du FSNC n°4 (voir observation).</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant est invité à informer l'inspection dès la mise en œuvre de la haie arbustive.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p> |